

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Lot 1 : Mise à disposition d'une plateforme de vote électronique, organisation et assistance à la conduite des élections

Lot 2 : Expertise indépendante du système de vote électronique retenu par l'établissement

Table des matières

Préambule	2
Article 1 – Contexte général	2
Article 1-1 : Présentation de l'EPE UCA.....	2
Article 1-2 : Présentation de la spécificité de l'EPE UCA	3
Article 1-3 : Instances concernées.....	3
Article 1-5 : Effectifs concernés.....	5
Article 2 – Dispositions applicables	6
Article 2-1 : Disposition générales relatives aux élections	6
Article 2-2 : Disposition spécifiques au vote électronique.....	7
Article 2-3 : Organisation des scrutins	8
Article 3 – Descriptif technique	11
Article 3-1 : Lot 1 Mise à disposition d'une plateforme de vote électronique, organisation et assistance à la conduite des élections.....	11
Article 3-2 : Lot 2 Expertise indépendante du système de vote électronique retenu par l'université	17
Article 4 : Calendrier des processus électoraux à venir	19
Article 5 : Annexes.....	22

Préambule

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) définit les conditions d'exécution du marché dont l'objet est :

- La mise à disposition d'un système de vote dématérialisé par Internet et services associés nécessaires à l'organisation des élections (personnels et usagers) aux différents conseils de l'Université Clermont Auvergne (UCA) et de ses composantes, ainsi qu'aux différents conseils de son établissement composante, Clermont Auvergne INP (INP) et de ses écoles internes ;
- L'expertise indépendante du système de vote dématérialisé par Internet retenu pour chaque processus électoral mis en place au sein de l'établissement.

Article 1 – Contexte général

Article 1-1 : Présentation de l'EPE UCA

L'**Université Clermont Auvergne (UCA)** est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel expérimental (EPE) regroupant **6 instituts, 20 composantes de formation, 5 Écoles Doctorales** (listé ci-dessous) pour 340 formations réparties sur 7 campus (Clermont-Ferrand centre-ville / Clermont-Ferrand Cézéaux / Aurillac / Le Puy-en-Velay / Montluçon / Moulins / Vichy) :

- Clermont Auvergne INP, établissement composante de l'EPE UCA :
 - SIGMA Clermont (école d'ingénieurs) ;
 - Institut Supérieur d'Informatique, de Modélisation et de leurs Applications (ISIMA) ;
 - Polytech Clermont ;
 - École Doctorale Sciences pour l'ingénieur (ED SPI) ;
- Institut Droit, Économie, Management :
 - École d'Économie ;
 - IAE Clermont Auvergne (IAE) ;
 - École de Droit ;
 - École Doctorale Sciences Économiques, Juridiques, Politiques & de Gestion (ED SEJPG) ;
- Institut Lettres, Langues, Sciences humaines et sociales :
 - UFR Lettres, Culture, Sciences Humaines (UFR LCSH) ;
 - UFR Langues, Cultures et Communication (UFR LCC) ;
 - UFR Psychologie, Sciences Sociales, Sciences de l'Éducation (UFR PSSSE) ;
 - UFR Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (UFR STAPS) ;
 - Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation (INSPE) ;
 - École Nationale Supérieure d'Architecture Clermont-Ferrand (ENSACF) ;
 - École Doctorale Lettres Sciences Humaines & Sociales (ED LSHS) ;
- Institut des Sciences :
 - UFR Chimie ;
 - UFR Mathématiques ;
 - École Universitaire de Physique et d'Ingénierie (EUPI) ;
 - École de l'OPGC (OPGC) ;
 - École Doctorale Sciences fondamentales (ED SF) ;
- Institut des Sciences de la vie, Santé, Agronomie, Environnement :

- UFR Biologie ;
- UFR de Médecine et des Professions Paramédicales ;
- UFR d'Odontologie ;
- UFR de Pharmacie ;
- École Doctorale Sciences de la Vie, Santé, Agronomie & Environnement (ED SVSAE) ;
- IUT Clermont Auvergne

L'EPE UCA compte environ 36 000 étudiants, 2 100 personnels enseignants et/ou chercheurs, et 1 600 personnels administratifs.

Article 1-2 : Présentation de la spécificité de l'EPE UCA

Clermont Auvergne INP est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. De par son statut d'établissement composante de l'EPE UCA, il jouit de la personnalité morale.

Les processus électoraux de l'UCA et de l'INP sont réalisés concomitamment tout en étant indépendants. En effet, les dates de scrutins sont les mêmes, mais les arrêtés électoraux sont distincts et signés par l'autorité compétente de chaque établissement.

Il sera donc demandé au titulaire de fournir deux plateformes de vote distinctes, une pour chaque établissement, lors d'un processus de vote mené conjointement, le cas échéant.

Compte tenu de la diversité des composantes de l'EPE UCA, les publics concernés par les processus électoraux seront très variés. Il est donc demandé au titulaire une bonne connaissance de l'environnement universitaire et de la structuration des établissements en établissement public expérimental.

Article 1-3 : Instances concernées

- **Pour l'UCA**
 - Conseil d'administration (CA) – Collège A (professeurs des universités et personnels assimilés) / Collège B (enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés ne relevant pas du collège A) / Collège BIATSS / Collège USAGERS ;
 - Conseil de la recherche (CR) – Collège A (professeurs des universités et personnels assimilés) / Collège B (enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés ne relevant pas du collège A) / Collège BIATSS / Collège USAGERS-Doctorants ;
 - Conseil de la formation et de la vie universitaire (CFVU) – Collège A (professeurs des universités et personnels assimilés) / Collège B (enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés ne relevant pas du collège A) / Collège BIATSS / Collège USAGERS composé de 6 sous collèges (1 sous collège par institut) ;
 - Conseil des personnels enseignants et enseignants-chercheurs (CP2E) – Collège A (professeurs des universités et personnels assimilés) composé de 6 sous collèges (1 sous collège par institut) / Collège B (enseignants-chercheurs et personnels assimilés ne relevant pas du collège A) composé de 6 sous collèges (1 sous collège par institut) / Collège

C (enseignants des 1^{er} et 2nd degrés) composé de 6 sous collèges (1 sous collège par institut) ;

- Conseil de l'IUT – Collège A (professeurs des universités et personnels assimilés) / Collège B (enseignants-chercheurs et personnels assimilés ne relevant pas du collège A) / Collège C (enseignants du 2nd degré BIATSS et du cadre de l'ENSAM) / Collège D (chargés d'enseignement vacataires et contractuels) / Collège BIATSS / Collège USAGERS ;
- Conseils des composantes – Collège A (professeurs des universités et personnels assimilés) / Collège B (enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés ne relevant pas du collège A) / Collège BIATSS / Collège USAGERS ;
Certaines composantes disposent de collèges supplémentaires au sein de leur conseil, notamment l'UFR de Médecine et des Professions Paramédicales ou l'INSPE.
- Conseils des Écoles Doctorales – Collège USAGERS-Doctorants, les représentants des autres collèges étant désignés par délibération du Conseil de la recherche.

- **Pour Clermont Auvergne INP**

- Conseil d'administration (CA) – Collège A (professeurs des universités et personnels assimilés) / Collège B (maîtres de conférences et personnels assimilés) / Collège C (enseignants du 2nd degré et autres chargés d'enseignement) / Collège BIATSS / Collège USAGERS ;
- Conseil scientifique (CS) – Collège A (professeurs des universités et personnels assimilés) / Collège B (personnels habilités à diriger des recherches et docteurs d'Etat ne relevant pas du collège A) / Collège C (personnels pourvus d'un doctorat régi par un règlement national ne relevant pas du collège B) / Collège D (autres enseignants) / Collège E (personnels ITRF) / Collège F (autres personnels administratifs et techniques) / Collège USAGERS-Doctorants ;
- Conseil des études et vie étudiante (CEVE) – Collège A (professeurs des universités et personnels assimilés) / Collège B (maîtres de conférences et personnels assimilés) / Collège C (enseignants du 2nd degré et autres chargés d'enseignement) / Collège BIATSS / Collège USAGERS ;
- Conseils des écoles internes – Collège A (professeurs des universités et personnels assimilés) / Collège B (enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés ne relevant pas du collège A) / Collège BIATSS / Collège USAGERS ;

SIGMA Clermont dispose d'un collège supplémentaire au sein de son conseil : Collège C (enseignants du 2nd degré et autres chargés d'enseignement) ;

- Conseils de l'École Doctorale Sciences pour l'ingénieur – Collège USAGERS-Doctorants, les représentants des autres collèges étant désignés par délibération du Conseil de la recherche.

Article 1-5 : Effectifs concernés

- **Pour l'UCA**

	Personnels	USAGERS	TOTAL
CA	4 680	38 000	42 680
CR	4 680	820	5 500
CFVU	4 680	38 000	42 680
CP2E	1 950	/	1 950
IUT	426	3 518	3 944
École d'Économie	48	801	849
IAE	69	2 600	2 669
École de Droit	95	3 045	3 140
UFR LCSH	171	2 500	2 671
UFR LCC	147	2 500	2 647
UFR PSSSE	55	1 496	1 549
UFR STAPS	28	1 496	1 524
INSPE	215	1 400	1 615
ENSACF	130	700	830
UFR Chimie	99	600	699
UFR Mathématiques	63	900	963
EUPI	195	1 000	1 195
OPGC	150	214	364
UFR Biologie	339	1 700	2 039
UFR de Médecine et des Professions Paramédicales	289	5 000	5 289
UFR d'Odontologie	60	500	560
UFR de Pharmacie	110	1 000	1 110
ED SPI	/	136	136
ED SEJPG	/	144	144
ED LSHS	/	219	219
ED SF	/	103	103
ED SVSAE	/	163	163

- **Pour l'INP**

	Personnels	USAGERS	TOTAL
CA	310	2 700	3 010
CS	315	170	485
CEVE	310	2 700	3 010
SIGMA Clermont	120	1 100	1 220
ISIMA	60	850	910
Polytech Clermont	105	1 130	1 235

Les présents effectifs sont donnés à titre informatif et sont susceptibles d'évolution au cours de la période du marché.

Suivant les scrutins concernés, un même électeur peut être appelé à voter plusieurs fois au sein d'un même processus électoral, notamment lors du renouvellement des conseils centraux.

Article 2 – Dispositions applicables

Article 2-1 : Disposition générales relatives aux élections

Les élections des membres des instances de l'UCA et de l'INP sont soumises au code de l'éducation, sous réserve de dispositions particulières inscrites dans leurs statuts respectifs.

Les statuts de l'UCA (Annexe 1) et de Clermont Auvergne INP (Annexe 2) sont annexés au présent CCPT.

Les dispositions générales fixées par le code de l'éducation, ainsi que les dispositions spécifiques des statuts prévoient la composition des collèges électoraux et les modalités d'assimilation et d'équivalence de niveau pour la représentation des personnels et des usagers aux différents conseils, les conditions d'exercice du droit de suffrage, les modalités relatives aux candidatures, les modalités relatives au scrutin, la publication des résultats, et les modalités de recours contre les élections.

Concernant le code de l'éducation, il est nécessaire de se référer, notamment, aux articles suivants : L. 713-1 et suivants, L. 719-1, L. 719-2, L. 721-1 et suivants, D. 713-1, D. 719-1 à D. 719-40, D. 721-1 à D. 721-8.

Les membres des conseils sont élus au scrutin de liste à un tour à la représentation proportionnelle avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste, sans panachage. Lorsqu'un seul siège est à pourvoir, l'élection a lieu au scrutin majoritaire à un tour.

Pour chaque représentant des usagers, un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire.

Le nombre de voix attribuées à chaque liste (ou à chaque candidat dans le cas où un seul siège est à pourvoir) est égal au nombre de bulletins recueillis par la liste (ou le candidat).

Le nombre de suffrages exprimés dans un collège est égal au total des voix recueillies par l'ensemble des listes (ou candidat dans le cas d'un seul siège à pourvoir) de ce collège.

Concernant l'attribution des sièges dans le cadre d'un scrutin de liste, les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation de la liste.

Pour l'élection des représentants des usagers, pour chaque liste, il est procédé, dans la limite du nombre de sièges obtenus par celle-ci, à l'élection des titulaires et à l'élection d'un nombre égal de suppléants dans l'ordre de présentation de la liste. Chaque membre suppléant ainsi désigné s'associe avec un membre titulaire dans l'ordre de présentation de la liste.

La répartition des sièges a lieu sur la base du quotient électoral. Le quotient électoral est égal au nombre total de suffrages exprimés divisé par le nombre de sièges à pourvoir.

Il est attribué à chaque liste autant de sièges que le nombre de ses suffrages contient de fois le quotient électoral. Les sièges non répartis par application des dispositions précédentes sont attribués successivement aux listes qui ont le plus fort reste. Lorsqu'une liste a obtenu un nombre de voix inférieur au quotient électoral, ce nombre de voix tient lieu de reste.

Si plusieurs listes ont le même reste pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus jeune des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Lorsque le nombre de sièges attribués à une liste dépasse le nombre de candidats présentés par cette liste, les sièges excédant ce nombre ne sont pas attribués. Il est alors procédé à une élection partielle.

Pour l'élection des représentants des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs au conseil d'administration, il est attribué dans chacun des collèges deux sièges à la liste qui a obtenu le plus de voix. Les autres sièges sont répartis entre toutes les listes à la représentation proportionnelle avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste.

Toutefois, les listes qui n'ont pas obtenu un nombre de suffrages au moins égal à 10 % des suffrages exprimés ne sont pas admises à la répartition des sièges.

Article 2-2 : Disposition spécifiques au vote électronique

a) Textes applicables

Le vote électronique par internet est autorisé dans les conditions fixées par les articles 2 à 17 du décret n° 2011- 595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat, à l'exception du III de l'article 2, du 7° de l'article 5 et de l'article 15.

Par ailleurs, l'article D. 719-36-1 du code de l'éducation prévoit que :

« I. L'élection des représentants des personnels et des étudiants aux conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel peut avoir lieu par vote électronique dans les conditions prévues par les articles 2 à 17 du décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat, à l'exception du III de l'article 2, du 7° de l'article 5 et de l'article 15.

II. Pour l'application de l'article 5 du décret du 26 mai 2011 précité, les modalités d'organisation du vote électronique sont fixées :

1° S'agissant des modalités prévues aux 1°, 4° et 5° de cet article, par décision de l'autorité administrative habilitée en charge de l'organisation des élections, après avis du comité électoral consultatif avant chaque élection ;

2° S'agissant des modalités prévues aux 2°, 3° et 6° de cet article, par arrêté de l'autorité administrative habilitée en charge de l'organisation des élections, pris après consultation du comité social d'administration compétent et du comité électoral consultatif. »

Le système de vote doit en outre respecter :

- les recommandations de la CNIL dans ses délibérations n° 2017-012 du 19 janvier 2017 et n° 2017-190 du 22 juin 2017 ;
- les recommandations de la CNIL dans sa délibération n° 2019-053 du 25 avril 2019 portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment *via* Internet ;
- le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données – RGPD) ;
- la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Ces dispositions sont éclairées par le guide relatif au recours au vote électronique établi par la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, en ligne sur le site de ce ministère :

https://services.dgesip.fr/fichiers/Guide_electoral_DGESIP_maj_2024.pdf

b) Mise en œuvre

Le vote électronique par internet doit être organisé dans le respect des principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales, notamment la sincérité des opérations électorales, l'accès au vote de tous les électeurs, le secret du scrutin, le caractère personnel, libre et anonyme du vote, l'intégrité des suffrages exprimés, la surveillance effective du scrutin et le contrôle *a posteriori* par le juge de l'élection (II. De l'article 2 du décret du 26 mai 2011).

Les systèmes de vote électronique par internet doivent comporter les mesures physiques et logiques permettant d'assurer la confidentialité des données transmises, notamment la confidentialité des fichiers constitués pour établir les listes électorales, ainsi que la sécurité de l'adressage des moyens d'authentification, de l'émargement, de l'enregistrement et du dépouillement des votes.

Ces obligations de confidentialité et de sécurité s'imposent à l'ensemble des personnes intervenant sur le système de vote électronique par internet, notamment aux agents de l'administration chargés de la gestion et de la maintenance du système de vote et à ceux du titulaire (V. de l'article 3 du décret du 26 mai 2011).

Les fonctions de sécurité des systèmes de vote électronique par internet doivent être conformes au référentiel général de sécurité prévu à l'article 9 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives.

Les données relatives aux électeurs inscrits sur les listes électorales ainsi que les données relatives aux votes font l'objet de traitements informatiques distincts, dédiés et isolés, respectivement dénommés « fichier des électeurs » et « contenu de l'urne électronique ».

En cas de recours à un même système de vote pour plusieurs scrutins, chacun de ces scrutins doit être isolé sur un système informatique indépendant.

Chaque système de vote électronique par internet doit comporter un dispositif de secours offrant les mêmes garanties et les mêmes caractéristiques que le système principal et capable d'en prendre automatiquement le relais en cas de panne n'entraînant pas d'altération des données.

Afin de permettre aux personnes en situation de handicap de participer aux opérations électorales, la plateforme de vote doit être accessible conformément à l'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et doit respecter le Référentiel Général d'Amélioration de l'Accessibilité (RGAA) à hauteur de 100%.

En outre, la plateforme de vote se devra d'être claire, intuitive et bénéficier d'une aisance de navigation pour l'ensemble des électeurs.

Article 2-3 : Organisation des scrutins

a) Acteurs des scrutins

Conformément à l'article D. 719-3 du code de l'éducation, le Président de l'UCA ou la Directrice générale de Clermont Auvergne INP, sont, pour l'établissement qui les concerne, responsables de l'organisation des élections.

Pour l'ensemble des opérations électorales, ils sont assistés d'un comité électoral consultatif (CEC) qui comprend notamment des représentants des personnels et des usagers, ainsi qu'un représentant désigné par le recteur de région académique.

Les décisions du Président de l'UCA ou de la Directrice générale de Clermont Auvergne INP relatives au déroulement du processus électoral sont soumises, pour avis, au CEC.

La coordination administrative de l'organisation des élections est assurée par :

- la Direction des affaires juridiques et institutionnelles (DAJI) de l'UCA. Elle sera d'ailleurs l'interlocuteur privilégié du titulaire du marché ;
- la Direction générale des services de Clermont Auvergne INP.

Chaque scrutin donne lieu à la constitution d'un bureau de vote électronique (BVE), et un bureau de vote électronique centralisateur (BVEC) est créé regroupant ainsi l'ensemble des scrutins. Le bureau de vote électronique centralisateur détient seul les clés de déchiffrement.

Chaque BVE est composé d'un président et d'un secrétaire désignés par l'UCA ou Clermont Auvergne INP, ainsi que des délégués des listes candidates, ou des candidats lorsqu'un seul siège est à pourvoir, dans l'instance considérée.

Le BVEC est composé d'un Président et d'un secrétaire désignés par l'UCA ou Clermont Auvergne INP, ainsi que de l'ensemble des délégués des listes candidates ou des candidats lorsqu'un seul siège est à pourvoir.

Les membres des BVE et du BVEC sont chargés du contrôle de la régularité des scrutins, dans leurs périmètres de responsabilité respectifs.

Ils assurent une surveillance effective du processus électoral et, en particulier, de l'ensemble des opérations de préparation du scrutin, des opérations de vote, de l'émargement des électeurs ayant voté et des opérations de dépouillement des suffrages exprimés.

Les compétences du BVEC sont les suivantes :

1. avant le début du scrutin, procéder à l'établissement et à la répartition des clefs de chiffrement, vérifier que les composantes du système de vote électronique ayant fait l'objet d'une expertise n'ont pas été modifiées et s'assurer que les tests prévus ont été effectués ;
2. vérifier que l'urne électronique est vide, scellée et chiffrée et procéder au scellement du système de vote électronique, de la liste des candidats, de la liste des électeurs, des heures d'ouverture et de fermeture du scrutin ainsi que du système de dépouillement ;
3. en cas d'altération des données résultant, notamment, d'une panne, d'une infection virale ou d'une attaque du système par un tiers, le BVEC a compétence, après autorisation des représentants de l'administration chargés du contrôle du système de vote, pour prendre toute mesure d'information et de sauvegarde et pour décider la suspension, l'arrêt ou la reprise des opérations de vote électronique ;
4. il procède aux diligences nécessaires à la mise en œuvre des opérations de dépouillement.

Les BVE (dans le périmètre de compétence de leur instance) et le BVEC se partagent la compétence suivante : se prononcer provisoirement sur les difficultés qui s'élèvent touchant les opérations électorales. Ses décisions sont motivées et doivent être inscrites au procès-verbal.

Une cellule d'assistance technique est également mise en place afin de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique. Cette cellule comprend des représentants de l'UCA ou de Clermont Auvergne INP, ainsi que les représentants du titulaire dédiés au présent marché.

b) Opérations préalables au scrutin

Arrêté « cadre »

Les arrêtés « cadre » portant sur les modalités d'organisation du vote électronique de l'UCA et Clermont Auvergne INP seront à actualiser en accord avec le titulaire, après consultation des comités sociaux d'administration et des CEC compétents.

Elle définit notamment :

- l'organisation des services chargés d'assurer la conception, la gestion, la maintenance, le contrôle effectif du système de vote électronique par internet ;
- les modalités de l'expertise indépendante ;
- la composition de la cellule d'assistance technique de l'établissement ;
- les modalités d'accès au vote pour les électeurs ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail.

Arrêtés portant organisation des élections

Avant chaque processus électoral, le Président de l'UCA ou la Directrice générale de Clermont Auvergne INP fixent notamment, pour l'établissement qui les concerne, dans l'arrêté portant organisation des élections, après avis du CEC, le cas échéant :

- les modalités de fonctionnement du système de vote électronique par internet retenu, le calendrier et le déroulement des opérations électorales. Il fixe notamment la période pendant laquelle se déroule le vote électronique, période qui ne peut être inférieure à vingt-quatre heures et qui ne peut être supérieure à huit jours ;
- la liste des BVEC et BVEC, ainsi que leur rôle respectif et leur composition ;
- la détermination des circonscriptions et des scrutins dans le cadre desquels les extraits des listes électorales sont établis en vue de leur affichage ainsi que les modalités de cet affichage ;
- la date limite de rectification et/ou d'inscription des électeurs sur la liste électorale ;
- les modalités d'établissement et de répartition des clés de chiffrement ;
- les modalités de fonctionnement et les horaires d'accès au centre d'appels chargé de répondre aux questions des électeurs pendant toute la période de vote ;

Il peut également prévoir :

- l'envoi, par voie électronique, pour les mandataires de listes ou candidats qui le souhaitent, des candidatures et, le cas échéant, des professions de foi. Cet envoi tient lieu de dépôt des professions de foi et des candidatures ;
- la mise en ligne ou la communication aux électeurs sur support électronique des candidatures et professions de foi (cette mise en ligne ou cette communication remplacent la transmission sur support papier des candidatures et professions de foi).

A titre indicatif la trame d'arrêté portant organisation des élections utilisée par l'UCA ou Clermont Auvergne INP est annexée au présent CCTP (Annexe 3). Cette dernière pourra se voir complétée en collaboration avec le titulaire, le cas échéant.

Mise à disposition d'une équipe dédiée et accompagnement

L'UCA et Clermont Auvergne INP souhaitent être accompagnés dans toutes les étapes de la mise en place d'un processus électoral, dès le lancement des opérations préparatoires au processus jusqu'à la remise des procès-verbaux finaux, voire jusqu'à la clôture du recours contentieux, le cas échéant.

L'UCA et Clermont Auvergne INP souhaitent être accompagnés par des interlocuteurs uniques tout au long d'un même processus électoral, qui s'assurent du bon déroulement des opérations électorales et du suivi du projet. Ils feront parties de la cellule d'assistance technique.

c) Niveau de sécurité

Au sens de la recommandation de la CNIL dans sa délibération n° 2019-053 du 25 avril 2019, le niveau de sécurité retenu est le **niveau 2** pour l'ensemble des élections.

Par ailleurs, il pourra être commandé une prestation optionnelle, au cas par cas, en fonction des besoins du pouvoir adjudicateur, à savoir **la mise en place d'un processus électoral de niveau 3** (permettant de répondre aux objectifs de sécurité 3-01 à 3-05 de la délibération CNIL n° 2019-053 du 25 avril 2019).

Article 3 – Descriptif technique

Le présent marché vise à la mise à disposition d'un système de vote dématérialisé par Internet et services associés pour l'organisation des élections de l'UCA et de Clermont Auvergne INP, ainsi qu'une expertise indépendante du système de vote électronique retenu.

Le titulaire doit mettre à disposition de l'UCA et de Clermont Auvergne INP :

- un système de vote dématérialisé par Internet et services associés pour l'organisation des élections. On entend par services associés, toutes les prestations nécessaires au bon déroulement des élections, notamment la formation des organisateurs, l'assistance téléphonique pour les électeurs, la fourniture de la documentation nécessaire, etc. (**Lot 1**) ;
- et une expertise indépendante sur l'intégralité du dispositif de vote déployé avant les scrutins ainsi que lors des étapes postérieures au vote (**Lot 2**).

Le titulaire garantit que le système mis en place se conforme de la façon la plus stricte à la réglementation en vigueur à la date du scrutin et respecte la Délibération de la CNIL n° 2019-053 du 25 avril 2019 portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment *via* Internet.

Le chef de projet du titulaire ou son suppléant se rend également disponible pour répondre aux demandes de l'expertise indépendante.

Article 3-1 : Lot 1 Mise à disposition d'une plateforme de vote électronique, organisation et assistance à la conduite des élections

a) Prestation 1 – Informations générales

Seul le vote électronique par internet sera autorisé dans le cadre des différentes élections.

Le système de vote électronique ne sera pas hébergé à l'UCA ou à Clermont Auvergne INP.

La plateforme de vote devra être accessible 24 heures sur 24 durant la période des élections.

Le système de vote doit comporter un dispositif de secours pour reprendre le relais en cas de défaillance du système principal avec des garanties identiques ainsi que des caractéristiques

techniques identiques au serveur principal. Le système de secours doit être sur une plate-forme géographiquement distincte du serveur principal.

Les serveurs (principaux et de secours) et tous les éléments de communication associés seront localisés sur le territoire national pour qu'un contrôle effectif des opérations préparatoires au vote et le vote effectif puisse être mené tant par les acteurs concernés par les élections que par des autorités nationales.

En cas d'infection virale, d'une défaillance technique ou d'une altération des données, le titulaire informe sans délai l'UCA et/ou Clermont Auvergne INP.

Des postes informatiques seront « en libre-service » dans les établissements et fléchés pour les électeurs concernés. Ces postes seront disponibles aux horaires d'ouverture et de fermeture des établissements en respectant les dates d'ouverture et de fermeture du scrutin. Ces postes seront isolés les uns des autres sans que personne ne puisse observer l'électeur dans ses choix et dotés d'une imprimante pour l'édition du récépissé de vote de l'électeur. La localisation des postes informatiques fera l'objet d'un arrêté.

Sauf exception, chaque élection se déroulera sur une période entre 2 et 3 jours ouvrés consécutifs.

b) Prestation 2 – Mise en place de l'organisation technique, fonctionnelle et humaine

Les prestations suivantes sont attendues :

- l'organisation d'une réunion de lancement avec l'intervenant/les intervenants principal/principaux du titulaire ;
- la production d'un dossier technique détaillant les prérequis et justifiant les risques et les contraintes liés au projet ;
Ce dossier doit également fournir tous les éléments nécessaires permettant de répondre aux préconisations de la CNIL dans sa délibération n°2019-053 du 25 avril 2019 portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment pour évaluer le risque du scrutin et analyser les objectifs de sécurité à atteindre ;
- une assistance aux DPO de l'UCA et de Clermont Auvergne INP à l'inscription ou à l'actualisation de la fiche registre du traitement de données à caractère personnel, et à l'analyse d'impact (AIPD), le cas échéant ;
- la vérification du calendrier électoral ;
- la réalisation d'un planning des différentes étapes à réaliser avec le titulaire.

Il est attendu une grande réactivité du titulaire dès la notification du bon de commande signé, et au plus tard dans les cinq jours ouvrés après cette notification.

Il est demandé au titulaire, le cas échéant, qu'un électeur puisse trouver dans son espace personnel les différents scrutins où il est appelé à voter. Dans cette situation, l'électeur pourra alors passer d'un scrutin à un autre pour exprimer son suffrage.

c) Prestation 3 – Mise à disposition d'une solution de vote électronique

Il est question de fournir une solution permettant de recueillir, pour chaque scrutin, les suffrages anonymes par voie dématérialisée, de les enregistrer, de les décompter et d'accompagner sa mise en œuvre.

La solution doit proposer toutes les fonctionnalités nécessaires au bon déroulement du scrutin, et *a minima* :

- la mise en place d'une plateforme de vote par établissement personnalisée et entièrement opérationnelle durant tout le processus électoral.
Le paramétrage de la plateforme de vote sera à définir en détail avec le titulaire.
Il pourra être demandé la mise à disposition d'une plateforme de test qui permettra la validation du paramétrage et l'appropriation de la solution, notamment pour les premiers processus électoraux.
Le titulaire assure l'efficacité de la plateforme pendant tout le scrutin afin de ne pas fausser ce dernier par une interruption inopinée ;
- l'intégration des données au sein de la plateforme de vote ;
- l'intégration des listes d'électeurs, des membres des bureaux de vote, et des candidatures (dénomination, nom/prénom des membres de la liste ou du candidat, soutiens, profession de foi et logo) par collège et sous collèges ;
- la production des identifiants et des mots de passe générés par le système de vote ;
- la production d'une notice d'information détaillée sur le déroulement des opérations électorales, le fonctionnement général du système de vote et un moyen d'authentification lui permettant de participer au vote (identifiant, donnée de connexion, mot de passe) ;
Chaque électeur devra recevoir au moins quinze jours avant le 1^{er} jour du scrutin cette notice d'information. Elle sera adressée sur les adresses mail institutionnelles des électeurs. Il sera discuté avec le titulaire de l'assurance que les mails adressés en masse ne soient pas rejetés ou dirigés dans les spams.
En outre, le moyen d'authentification doit être transmis aux électeurs selon des modalités garantissant sa confidentialité.

L'ensemble des messages adressés aux électeurs par le titulaire feront l'objet d'une relecture par les services en charge de l'organisation des élections de l'UCA ou de Clermont Auvergne INP suivant la plateforme de vote concernée, et pourront être personnalisés, le cas échéant.

Le calendrier d'envoi des messages aux électeurs sera élaboré en concertation entre le titulaire et les services en charge de l'organisation des élections (cf. Prestation 2).

- l'envoi de relances conditionnelles aux électeurs n'ayant pas encore voté et/ou ne s'étant pas encore connectés ;
- l'affichage des propositions ou candidats avant le scrutin (accessible après identification de l'électeur),
- l'ouverture et la clôture du scrutin avec l'animation, par le titulaire, des réunions de scellement (comprenant la formation des membres des BVE et BVEC, ainsi que l'ensemble des étapes du scellement des urnes) et de dépouillement, ainsi que la mise à disposition d'un accès indépendant pour les observateurs et experts ;
- l'enregistrement anonymisé des suffrages ;
- la délivrance d'un accusé de réception de vote ;
- la traçabilité du bulletin dans l'urne ;
- le suivi du taux de participation (avoir accès au taux de participation par scrutin en temps réel afin que les membres des BVE puissent en avoir connaissance) ;
- le dépouillement, la répartition des sièges entre les différentes candidatures, l'édition des procès-verbaux de résultats, des listes d'émargement et de tout autre document utile ;
- l'affichage des résultats (accessible après identification de l'électeur).

Ces fonctionnalités doivent être proposées sous forme dématérialisée et accessibles *via* un navigateur web depuis Internet (ordinateur, tablette, smartphone, etc.).

Il sera apprécié que le titulaire dédie une personne de son équipe avec une bonne connaissance des établissements de l'enseignement supérieur, voire des établissements publics expérimentaux. Elle sera identifiée auprès de l'administration pour assurer l'accompagnement et le support durant tout le processus électoral.

Il pourra être demandé au titulaire d'assurer la formation des agents de l'UCA ou de Clermont Auvergne INP en charge des élections pour une prise en main plus fluide de la plateforme de vote.

d) Prestation 4 – Constitution des listes électorales

Le titulaire devra fournir un système de vote permettant de constituer, pour chaque scrutin, les listes électorales par collège.

Les listes électorales sont établies, contrôlées et fournies par l'UCA et Clermont Auvergne INP au titulaire au moment de leur publication et au moins vingt jours avant la date du scrutin.

Il sera néanmoins demandé au titulaire une assistance à la fiabilisation des listes électorales (détection et suppression des doublons, notamment *via* la mise en place de règles de gestion communiquées par les services en charge de l'organisation des élections) ;

Le titulaire devra également mettre à disposition un espace sécurisé pour la transmission des listes électorales et du référentiel électeurs, comme pour l'ensemble des fichiers échangés entre le titulaire et les services en charge de l'organisation des élections.

Les listes électorales sont intégrées au système de vote par le titulaire qui doit pouvoir accepter des ajouts d'électeurs ou des rectifications dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, possiblement jusqu'au scellement des urnes.

La solution de vote doit proposer toutes les fonctionnalités suivantes :

- l'intégration en masse des électeurs à partir d'un fichier « .xlsx » ;
Il sera défini avec le titulaire les caractéristiques du fichier « .xlsx », ainsi que les données nécessaires ;
- la création, la modification ou la suppression individuelle d'un électeur ;
- la vérification de l'unicité de l'électeur conformément au règlement du scrutin ;
- l'affichage des listes électorales par collège ;
- le transfert des listes vers l'outil de gestion des suffrages ;
- la création des listes d'émargement où il sera notifié la date et l'heure du vote.

Ces fonctionnalités doivent être proposées sous forme dématérialisée et accessibles *via* un navigateur web depuis Internet.

e) Prestation 5 – Gestion des candidatures et des professions de foi

Il est demandé au titulaire de fournir une solution permettant de gérer, pour chaque scrutin, l'enregistrement des candidatures et des professions de foi.

La solution de gestion des candidatures doit permettre toutes les fonctionnalités nécessaires, et *a minima* :

- l'enregistrement des candidats, des listes, et des professions de foi ;
Il sera défini avec le titulaire les caractéristiques, ainsi que les données nécessaires ;
- la vérification de l'unicité du candidat conformément au règlement du scrutin ;

- l’affichage des candidatures par collège ;
- le transfert des candidatures vers l’outil de gestion des suffrages.

Ces fonctionnalités doivent être proposées sous forme dématérialisée et accessibles *via* un navigateur web depuis Internet.

L’interface de vote doit pouvoir faire apparaître l’appartenance ou le soutien dont se prévaut le candidat. L’électeur accède aux candidatures, lesquels doivent apparaître simultanément à l’écran.

f) Prestation 6 – Organisation des scrutins

En outre, avant le début le début du scrutin, le système de vote électronique utilisé, la liste des candidats et la liste des électeurs doivent faire l’objet d’un scellement, œuvre d’un procédé permettant de déceler toute modification du système.

Avant cette procédure de scellement, il est vérifié que les modules, ayant fait l’objet d’une expertise, n’ont pas été modifiés. La liste d’émargement et l’urne électronique doivent faire l’objet d’un procédé garantissant leur intégrité durant le vote, c’est-à-dire assurant qu’ils ne peuvent respectivement être modifiés que par l’ajout d’un bulletin et d’un émargement, dont l’intégrité est assurée, d’un électeur authentifié de manière non-frauduleuse. Ce procédé doit déceler toute autre modification du système. Après la clôture du vote, la liste d’émargement et l’urne électronique doivent être scellées. Les procédés de scellement doivent eux-mêmes utiliser des algorithmes publics réputés forts et, le cas échéant, respecter les recommandations du Référentiel Général de Sécurité.

La vérification des scellements doit pouvoir se faire à tout moment, y compris durant le déroulement du scrutin.

Le bureau de vote doit disposer d’outils dont l’utilisation ne requiert pas l’intervention du prestataire pour procéder à la vérification du scellement.

Le scénario d’un vote comporte les étapes suivantes pour chaque élection :

- une étape d’identification de l’électeur pour accéder au vote ;
- une étape de présentation des candidatures qui concerne l’électeur ;
- le choix par l’électeur d’une seule liste (ou candidat lorsqu’il n’y a qu’un seul siège à pourvoir) avec la possibilité du vote blanc,
- pas de possibilité de rayer un nom ou de panachage ;
- possibilité de revenir sur le choix initial avant validation ;
- présentation du bulletin de vote définitif comprenant la liste des candidats ;
- la confirmation par l’électeur du choix effectué ;
- la confirmation à l’électeur par le système de vote de la prise en compte de son bulletin de vote ;
- la possibilité pour l’électeur d’imprimer la preuve de l’enregistrement de son vote ;
- la consultation du taux de participation par collège.

Le bulletin de vote doit être chiffré par un algorithme réputé « fort » dès son émission sur le poste de l’électeur et être stocké dans l’urne, en vue du dépouillement, sans avoir été déchiffré à aucun moment, même de manière transitoire.

En outre, la sécurisation des bulletins de vote, et plus largement de la plateforme de vote devra être en adéquation avec le niveau de risque retenu.

L’émargement doit se faire dès la validation du vote de façon à ce qu’un autre vote ne puisse intervenir à partir des éléments d’authentification de l’électeur déjà utilisés. L’émargement comporte un

horodatage. Cette liste, aux fins de contrôle de l'émargement, ainsi que le compteur des votes ne doivent être accessibles qu'aux membres des bureaux de vote et aux personnes autorisées.

La fermeture du scrutin doit immédiatement être suivie d'une phase de scellement de l'urne et de la liste d'émargement, phase qui précède le dépouillement.

L'ensemble des informations nécessaires à un éventuel contrôle a posteriori doit également être recueilli lors de cette phase. Ces éléments sont enregistrés sur un support scellé, non réinscriptible et probant.

Le dépouillement est actionné par les clés de déchiffrement, remises aux membres du BVEC dûment désignés au moment de la génération de ces clés. Ces derniers doivent actionner publiquement le processus de dépouillement.

Les décomptes des voix par candidat ou liste de l'élection doivent apparaître lisiblement à l'écran et faire l'objet d'une édition sécurisée, c'est-à-dire d'un mécanisme garantissant que l'affichage et l'impression des résultats correspondent au décompte de l'urne, pour être portés au procès-verbal de dépouillement.

Le système de vote électronique doit être scellé après le dépouillement de sorte qu'il soit impossible de reprendre ou de modifier.

Pour les besoins d'audit externe, notamment en cas de contentieux électoral, le système de vote électronique doit être capable de fournir les éléments techniques permettant au minimum de prouver de façon irréfutable que :

- le procédé de scellement est resté intègre durant le scrutin ;
- les clés de chiffrement/déchiffrement ne sont connues que de leurs seuls titulaires ;
- le vote est anonyme ;
- la liste d'émargement ne comprend que la liste des électeurs ayant voté ;
- l'urne dépouillée est bien celle contenant les votes des électeurs et qu'elle ne contient que ces votes ;
- aucun décompte partiel n'a pu être effectué durant le scrutin ;
- le dépouillement de l'urne peut être vérifié *a posteriori* et qu'il s'est déroulé sans incident.

g) Prestation 7 – Assistance/Centre d'appels et formation

Il est attendu de la part du titulaire, la fourniture de tous les éléments permettant de tester l'intégralité des fonctions et des rôles du système de vote une fois le paramétrage effectué, y compris l'utilisation des clés qui serviront au dépouillement à l'issue du scrutin de test.

Conformément à l'article 8 du décret n° 2011-595 du 26 mai 2011, les membres des bureaux de vote recevront une formation à l'utilisation de la plateforme de vote, généralement lors de la réunion de scellement, réunion animée par le titulaire.

La formation sera assurée par le titulaire et permettra à chaque membre du bureau de vote de comprendre son rôle et de voir le déroulé technique des opérations de scellement et de dépouillement des urnes.

Les étapes de contrôle seront, notamment, les suivantes :

- création par le président, le secrétaire et les assesseurs du BVEC des clefs secrètes qui permettront le chiffrement des bulletins de vote dans le système ;
- ouverture des élections par le BVEC ;
- clôture du scrutin par le BVEC ;
- utilisation des clefs pour le déchiffrement des bulletins ;

- dépouillement des urnes électroniques et édition des résultats ;
- contrôle de la conformité des résultats obtenus.

Durant le scrutin, le titulaire met à la disposition une cellule surveillant le bon fonctionnement du système sous astreinte permanente à l'ouverture du scrutin (24 heures sur 24, 7 jours sur 7).

Cette cellule rend compte de chaque incident et peut être contactée d'urgence en cas de dysfonctionnement du système (dégradation excessive des performances, interruption de service, etc.). Cette cellule est chargée de vérifier la réalité du dysfonctionnement, d'en estimer la gravité, et de mettre en œuvre les actions nécessaires à la résolution du problème. Pendant cette période, le délai de prise en compte de chaque demande devra être extrêmement court.

Une cellule d'assistance téléphonique est également disponible dès l'envoi des identifiants de connexion et jusqu'à l'issue du scrutin pour aider les électeurs dans leur processus de connexion et de vote. Elle est accessible gratuitement aux électeurs et joignable 24 heures sur 24 durant toute la durée du scrutin.

h) Prestation 8 – Aide à la réalisation de l'expertise de la solution

Le pouvoir adjudicateur confiera à un prestataire tiers la réalisation de l'expertise de la solution de vote.

Le titulaire facilitera l'expertise de sa solution et dans ce cadre devra mettre à disposition de l'expert toutes données et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission, conformément aux prescriptions de la recommandation CNIL.

Pour les besoins de l'expertise indépendante, le titulaire doit pouvoir fournir les éléments techniques permettant au minimum de prouver de façon irréfutable que :

- le procédé de scellement est resté intègre durant le scrutin ;
- les clés de chiffrement/déchiffrement ne sont connues que de leurs seuls titulaires ;
- le vote est anonyme ;
- la liste d'émargement ne comprend que la liste des électeurs ayant voté ;
- l'urne dépouillée est bien celle contenant les suffrages des électeurs et qu'elle ne contient que ces suffrages ;
- aucun décompte partiel n'a pu être effectué durant le scrutin ;
- le dépouillement de l'urne peut être vérifié *a posteriori* et qu'il s'est déroulé sans incident.

Le rapport de l'expert est transmis par l'UCA ou Clermont Auvergne INP à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et aux délégués des listes ayant déposé une candidature au scrutin.

Article 3-2 : Lot 2 Expertise indépendante du système de vote électronique retenu par l'université

Le système de vote électronique fait l'objet d'une expertise indépendante destinée à vérifier le respect des objectifs de sécurité et de confidentialité du système de vote.

Cette expertise a lieu préalablement à la mise en place ou à toute modification substantielle de sa conception. Elle est effectuée sous la responsabilité d'un expert du domaine.

La délibération n° 2019-053 du 25 avril 2019 de la CNIL portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment *via* Internet, indique que :

« L'expertise doit être réalisée par un expert indépendant, c'est-à-dire qu'il devra répondre aux critères suivants :

- être un informaticien spécialisé dans la sécurité ;
- ne pas avoir d'intérêt dans la société qui a créé la solution de vote à expertiser, ni dans l'organisme responsable de traitement qui a décidé d'utiliser la solution de vote.

L'expert doit être indépendant du président ou du directeur de l'établissement et du prestataire ».

L'expert ayant accès à des informations sensibles, il est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de protéger les éléments qui sont portés à sa connaissance.

a) Description des prestations

L'expertise réalisée porte sur la solution de vote et ses conditions de mise en œuvre en se fondant sur les référentiels et les dispositifs règlementaires.

L'expertise doit couvrir l'intégralité du dispositif, à savoir :

- avant le scrutin, l'examen des conditions de mise en œuvre du logiciel de vote (serveur, robustesse du code informatique de l'application, bon respect des règles élémentaires de gestion, d'intégrité, de fiabilité et de confidentialité des opérations, la constitution des listes d'électeurs et leur enrôlement, etc.) ;
- durant le scrutin, l'analyse des règles et des mécanismes utilisés (vérification du scellement, contrôles, chiffrement, utilisation du système de vote) ;
- après le scrutin, le dépouillement, la vérification des dispositions de conservation et de traçabilité prévues à l'issue du scrutin.

L'expertise doit notamment porter sur :

- le code source correspondant à la version du logiciel effectivement mis en œuvre ;
- le système informatique sur lequel le vote va se dérouler,
- les échanges réseaux ;
- l'évaluation du niveau de risque du scrutin ;
- la pertinence et l'efficacité des solutions apportées par le système de vote aux objectifs de sécurité,
- la réalisation de tests d'intrusions, permettant d'apprécier la robustesse ;
- les mécanismes d'authentification des électeurs et la transmission des codes à ces derniers ;
- les mécanismes de chiffrement utilisés, notamment le chiffrement du bulletin de vote ;
- les mécanismes de scellement utilisés aux différentes étapes du scrutin ;
- l'existence de postes informatiques dédiés.

Il est précisé que les expertises indépendantes pour l'Université Clermont Auvergne (UCA) et Clermont Auvergne INP seront concomitantes malgré deux plateformes différentes mais construite de la même façon.

Il est attendu du titulaire les livrables suivants :

- expertise du système de vote et des élections (**rapport initial**) après :
 - l'expertise technique du système de vote retenu ;
 - l'analyse des modalités de vote, et la proposition de conseils sur les choix réalisés afin de permettre aux électeurs de voter en toute sécurité.

Le rapport initial contient un avis technique sur la conformité, et une présentation des éventuelles non conformités avec les risques et recommandations associées. Si un élément de non-conformité est détecté, le titulaire en informe immédiatement l'UCA et Clermont Auvergne INP afin que soit envisagé la mise en place d'une correction.

Le rapport initial indique également les procédures que devra suivre le prestataire du **lot 1** lors du scellement des urnes et lors de la phase de dépouillement.

Il est communiqué aux membres des bureaux de vote, ainsi qu'à la CNIL.

La méthode et les moyens permettant d'effectuer la vérification du système doivent être décrits dans le rapport initial.

- Assistance et présence, notamment à distance lors de la réunion de scellement des urnes et de la réunion de dépouillement.
- fourniture d'un avis (**rapport d'expertise final**) concernant l'observation des élections :
 - pendant le scrutin, l'expert se tient disponible en cas d'incident afin de vérifier la conformité, l'effectivité et la traçabilité des mesures prises ;
 - l'expert fournit un avis technique sur le déroulement réel du scrutin jusqu'à l'épuisement des délais de recours, sur le respect des procédures et les vérifications techniques ;
 - il fournit le contrôle des traces techniques, et analyse d'un éventuel incident, le déchiffrement et recomptage des bulletins à partir des archives de données conservées.

La méthode et les moyens permettant d'effectuer la vérification du système doivent être décrits dans le rapport d'expertise final.

b) Désignation d'un référent

A compter de la réception du bon de commande, le titulaire devra désigner un référent, voire un référent suppléant, chargés de conduire spécifiquement l'expertise et d'accompagner l'UCA et Clermont Auvergne INP.

Article 4 : Calendrier des processus électoraux à venir

- **Pour l'année universitaire 2025/2026**

➤ UCA

Novembre 2025	ED SPI (Collège USAGERS-Doctorants)
	ED SEJPG (Collège USAGERS-Doctorants)
	ED LSHS (Collège USAGERS-Doctorants)
	ED SF (Collège USAGERS-Doctorants)
	ED SVSAE (Collège USAGERS-Doctorants)
	INSPE (Collège USAGERS)
Mars 2026	CA (Collège A / Collège B / Collège BIATSS / Collège USAGERS)
	CFVU (Collège A / Collège B / Collège BIATSS / Collège USAGERS composé de 6 sous collèges (1 collège par institut))

	CR (Collège A / Collège B / Collège BIATSS / Collège USAGERS)
	CP2E Collège A composé de 6 sous collèges (1 collège par institut) / Collège B composé de 6 sous collèges (1 collège par institut) / Collège C composé de 6 sous collèges (1 collège par institut))
	UFR PSSSE (Collège A / Collège B / Collège BIATSS)
	UFR STAPS (Collège A / Collège B / Collège BIATSS)
	OPGC (Collège A / Collège B / Collège BIATSS)

➤ Clermont Auvergne INP

Novembre 2025	CS (Collège D / Collège E / Collège F / Collège USAGERS)
	SIGMA Clermont (Collège C)

• **Pour l'année universitaire 2026/2027**

➤ UCA

Novembre 2026	École de Droit (Collège USAGERS)
	École d'Économie (Collège USAGERS)
	UFR PSSSE (Collège USAGERS)
	UFR STAPS (Collège USAGERS)
	OPGC (Collège USAGERS)
Mars 2027	IAE (Collège A / Collège B / Collège BIATSS / Collège USAGERS)
	IUT (Collège USAGERS)
	UFR LCSH (Collège USAGERS)
	UFR LCC (Collège USAGERS)
	UFR Chimie (Collège USAGERS)
	EUPI (Collège USAGERS)
	UFR Mathématiques (Collège USAGERS)
	UFR Biologie (Collège USAGERS)
	UFR de Médecine et des Professions Paramédicales (Collège USAGERS)
	UFR d'Odontologie (Collège USAGERS)
	UFR de Pharmacie (Collège USAGERS)

➤ Clermont Auvergne INP

Mars 2027	CA (Collège USAGERS)
	CEVE (Collège USAGERS)
	CS (Collège USAGERS)
	SIGMA Clermont (Collège USAGERS)

	ISIMA (Collège USAGERS)
	Polytech Clermont (Collège USAGERS)

- **Pour l'année universitaire 2027/2028**

- UCA

Novembre 2027	ED SPI (Collège USAGERS-Doctorants)
	ED SEJPG (Collège USAGERS-Doctorants)
	ED LSHS (Collège USAGERS-Doctorants)
	ED SF (Collège USAGERS-Doctorants)
	ED SVSAE (Collège USAGERS-Doctorants)
	INSPE (Collège USAGERS)
Mars 2028	/

- **Pour l'année universitaire 2028/2029**

- UCA

Novembre 2028	CA (Collège USAGERS)
	CFVU (Collège USAGERS composé de 6 sous collèges (1 collège par institut))
	CR (Collège USAGERS-Doctorants)
	INSPE (Collège A / Collège B / Collège C / Collège D / Collège E / Collège USAGERS)
	École de Droit (Collège A / Collège B / Collège BIATSS / Collège USAGERS)
	École d'Économie (Collège A / Collège B / Collège BIATSS / Collège USAGERS)
	UFR PSSSE (Collège USAGERS)
	UFR STAPS (Collège USAGERS)
	OPGC (Collège USAGERS)
Mars 2029	IAE (Collège USAGERS)
	IUT (Collège A / Collège B / Collège C / Collège D / Collège BIATSS / Collège USAGERS)
	UFR LCSH (Collège A / Collège B / Collège BIATSS / Collège USAGERS)
	UFR LCC (Collège A / Collège B / Collège BIATSS / Collège USAGERS)
	UFR Chimie (Collège A / Collège B / Collège BIATSS / Collège USAGERS)
	EUPI (Collège A / Collège B / Collège BIATSS / Collège USAGERS)
	UFR Mathématiques (Collège A / Collège B / Collège BIATSS / Collège USAGERS)
	UFR Biologie (Collège A / Collège B / Collège BIATSS / Collège USAGERS)
	UFR de Médecine et des Professions Paramédicales (Collège A / Collège B / Collège P / Collège BIATSS / Collège USAGERS)

	UFR d'Odontologie (Collège A / Collège B / Collège BIATSS / Collège USAGERS)
	UFR de Pharmacie (Collège A / Collège B / Collège BIATSS / Collège USAGERS)

➤ Clermont Auvergne INP

Mars 2029	CA (Collège A / Collège B / Collège C / Collège BIATSS / Collège USAGERS)
	CEVE (Collège A / Collège B / Collège C / Collège BIATSS / Collège USAGERS)
	CS (Collège A / Collège B / Collège C / Collège D / Collège E / Collège F / Collège USAGERS-Doctorants)
	SIGMA Clermont (Collège A / Collège B / Collège C / Collège BIATSS / Collège USAGERS)
	ISIMA (Collège A / Collège B / Collège BIATSS / Collège USAGERS)
	Polytech Clermont (Collège A / Collège B / Collège BIATSS / Collège USAGERS)

Cette projection est donnée à titre indicatif car à chaque processus électoral, un recensement des sièges vacants de l'ensemble des instances de l'UCA et de Clermont Auvergne INP est réalisé. Ces sièges étant remis au vote, le cas échéant.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du bon de commande et se termine à la fin des opérations de vote électronique liée au bon de commande concerné.

A titre indicatif la trame de rétroplanning électoral utilisée par l'UCA ou Clermont Auvergne INP est annexée au présent CCTP (Annexe 4). Cette dernière se verra complétée par les échéances de transmission des fichiers au titulaire pour le bon fonctionnement du système de vote lors de la réunion de lancement.

Article 5 : Annexes

- Annexe 1 : Statuts de l'UCA ;
- Annexe 2 : Statuts de Clermont Auvergne INP ;
- Annexe 3 : Trame d'un arrêté portant organisation des élections ;
- Annexe 4 : Trame d'un rétroplanning électoral.